

biens et des services à valeur ajoutée afin d'assurer le développement de notre économie.

Manifestement, nous vivons dans un nouveau climat de commerce international plus concurrentiel et plus libéral. Nous devons tous nous y adapter. Pendant la récente récession, de nombreuses entreprises canadiennes ont appris à leurs dépens comment devenir concurrentielles à l'échelle internationale. Le secteur manufacturier est, en particulier, l'un des secteurs qui a réussi à accroître ses exportations et à améliorer sa productivité.

Notre principal problème au Canada est de redresser notre situation financière. Il nous sera beaucoup plus facile de poursuivre notre percée dans le domaine commercial, si nous assainissons les finances de notre pays. Nous faisons des progrès. Le récent budget fédéral prend des mesures de grande envergure pour réduire les dépenses gouvernementales et redéfinir le rôle des gouvernements afin d'établir une économie canadienne plus forte, mais aussi plus dynamique.

Comme le sait pertinemment l'Alberta, qui montre l'exemple pour la responsabilité financière, les contraintes budgétaires obligent tous les paliers de gouvernement à rationaliser et à coordonner leurs services. Dans le cas précis du commerce et de l'investissement internationaux, la technologie et la sensibilisation à l'échelle mondiale changent aussi le rôle joué par les gouvernements dans l'aide qu'ils apportent aux entreprises sur le marché international.

Parce que les Canadiens s'attendent à une gestion financière plus rigoureuse de la part du gouvernement, les services fournis à nos exportateurs par les gouvernements fédéral et provinciaux ont besoin d'être mieux coordonnés et rationalisés. Par exemple, dans le cas des renseignements sur les marchés, le gouvernement fédéral informe désormais plus rapidement les entreprises canadiennes sur les débouchés du commerce international. Pour ce faire, nous mettons en place des services d'information de pointe facilement accessibles qui recueillent de nos missions les pistes commerciales les plus récentes et les communiquent aux provinces et aux entreprises, en particulier aux petites entreprises.

Mais une telle rationalisation n'est pas une tâche facile au Canada où, outre le gouvernement fédéral, pas moins de dix provinces, deux territoires et plusieurs gouvernements régionaux et municipaux ont participé à la promotion du commerce international, aux transferts de technologie, aux alliances stratégiques, au tourisme et aux investissements. Bien que je me réjouisse d'un tel intérêt et d'un tel engagement, je m'inquiète des risques de double emploi.

Les missions commerciales canadiennes ont besoin d'être mieux coordonnées aux divers paliers de gouvernement afin d'éviter la